



**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Personne publique ou entité adjudicatrice :**

**Syndicat Mixte du Haut Val de Sèvre et Sud-Gâtine  
ZI du Verdeil  
BP 23  
79403 – ST MAIXENT-L'ECOLE CEDEX**

**Objet de la consultation :**

---

**LOCATION ET ENTRETIEN DE VETEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI).**

---

**Etabli en application du Code des marchés publics (Décret N° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006)**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Procédure adaptée en application de l'article 28 du Code des marchés publics**

**Date et heure limites de remise des offres : le 05 mai 2014 à 11.00 h**

# SOMMAIRE

## **Article 1 Objet et durée du marché**

- 1-1 Objet
- 1-2 Décomposition du marché
- 1-3 Modalités de reconduction
- 1-4 Indication des montants/quantités (marchés à bons de commande)

## **Article 2 Documents contractuels**

## **Article 3 Délais de livraison**

- 3-1 Délais d'exécution
- 3-2 Marchés à bons de commande

## **Article 4 Conditions d'exécution**

- 4-1 Consistance et nature des fournitures
- 4-2 Conditions de livraison
- 4-2 Condition de livraison et d'exécution des prestations

## **Article 5 Opérations de vérifications - Décisions après vérifications**

## **Article 6 Garantie contractuelle**

## **Article 7 Retenue de garantie**

## **Article 8 Modalités de détermination des prix**

- 8-1 Répartition des paiements
- 8-2 Contenu des prix
- 8-3 Prix de règlement
- 8-4 Tranches conditionnelles

## **Article 9 Avance**

## **Article 10 Remboursement de l'avance**

## **Article 11 Acomptes et paiements partiels définitifs**

## **Article 12 Paiement - établissement de la facture**

- 12-1 Mode de règlement
- 12-2 Présentation des demandes de paiement
- 12-3 Intérêts moratoires

## **Article 13 Clauses techniques**

## **Article 14 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

## **Article 15 Pénalités**

- 15-1 Pénalités de retard
- 15-2 Pénalités d'indisponibilité

## **Article 16 Informations techniques - Formation**

## **Article 17 Dispositions diverses**

## **Article 18 Attribution de compétence**

## **Article 19 Résiliation**

## **Article 20 Obligations du titulaire**

## **Article 21 Dérogations aux documents généraux**

## **ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ**

### **1-1-Objet**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

LOCATION et ENTRETIEN des VETEMENTS de PROTECTION INDIVIDUELLE du Syndicat Mixte du Haut Val de Sèvre et Sud-Gâtine, ci-après désigné le SMC.

### **1-2-Décomposition du marché**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement ;
2. le Bordereau des Prix Unitaires ;
3. l'annexe 1 au CCP ;
4. le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. l'annexe 2 au CCP ;
6. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 19 janvier 2009 – JO n° 0066 du 19 mars 2009).

Aucune clause particulière contraire à ces documents ne sera acceptée.

## **ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON**

### **3-1-Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de trois ans à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2014** ou de la date de notification si elle est postérieure à cette date.

### **3-2-Délai d'exécution des prestations**

Les prestations de nettoyage seront réalisées à une cadence au moins hebdomadaire.

## **ARTICLE 4 – CONSISTANCE ET NATURE DES FOURNITURES / CONDITIONS DE LIVRAISON**

### **4.1 – CONSISTANCE ET NATURE DES FOURNITURES**

#### **4.1.1. – Nature des prestations :**

Le présent marché concerne la location et l'entretien des vêtements de travail du personnel du SMC.

#### **4.1.2. – Détail des prestations**

Les prestations concernent la prise en charge complète des pantalons et des vestes de travail, à savoir :

- la définition des besoins réels du SMC ;
- l'investissement et la mise en place d'un stock de vêtements professionnels nominatifs et personnalisés à la mensuration de chaque agent suite à une prise de taille effectuée par le candidat.
- Le lavage et la décontamination hebdomadaires (a minima)
- L'entretien régulier de l'habillement comprenant coutures et réparations le cas échéant
- La gestion qualitative des vêtements incluant leur remplacement automatique.
- La gestion quantitative des vêtements :
  - ✓ Mouvements de personnels (possibilité de suspendre la prestation pour le personnel absent, pour quelque cause que ce soit)
  - ✓ Changements de taille
  - ✓ Mutations
  - ✓ Personnel contractuel
  - ✓ Traçabilité des ramassages et livraisons
- Le passage hebdomadaire du prestataire pour la livraison du linge propre, et le ramassage du linge sale (à minima), sur tous les points de livraison.
- le suivi des prestations par internet : dates des entrées et des sorties par vêtement.

Le candidat devra fournir les fiches d'entretien des différents vêtements appartenant aux agents

#### 4.1.3. – Modalités de retrait des vêtements non conformes

Tout vêtement qui sera déclaré non conforme par le prestataire devra faire l'objet d'une procédure contradictoire à détailler dans l'offre.

Si une valeur résiduelle est facturée, le vêtement sera restitué à la personne publique qui en devient alors propriétaire.

### 4.2 – CONDITION DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

#### 4.2.1. - Emballage

Les vêtements de travail seront pris et livrés au siège et, pour les agents définis dans la liste jointe en annexe du présent CCP, pris et livrés par colis individualisés sur les déchèteries suivantes :

1. ST MAIXENT L'ECOLE
2. LA CRECHE
3. PAMPROUX
4. LA MOTHE ST HERAY
5. SECONDIGNY
6. ST AUBIN LE CLOUD
7. VERRUYES
8. MENIGOUTE
9. VASLES
10. ST PARDOUX

#### 4.2.2 – Frais de Transport

Les prestations de livraison du linge propre et de ramassage du linge sale sont réalisées à destination du SMC franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 19.3 du CCAG.

#### 4.2.3 - Mode de livraison

Le déchargement des vêtements est à la charge du prestataire.

#### 4.2.4. - Documents à fournir

1. Bon de livraison du linge propre
2. Bon d'enlèvement du linge sale
3. Inventaire de l'investissement et du stock de vêtements
4. Fichier des mensurations des agents
5. Etat des interventions réalisées sur les vêtements (coutures, réparations)
6. Tout document nécessaire à la gestion des vêtements de travail (remplacement, changement de taille, etc. )

#### 4.2.5-Lieu de livraison et d'enlèvement des vêtements

Le prestataire se rendra sur chaque lieu désigné à l'article 4-2.1 pour la livraison du linge propre et l'enlèvement des vêtements sales.

Toute livraison égarée du fait du non respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

### **ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS - DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS**

Toutes les opérations de vérification prévues dans les spécifications techniques sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 à 24 du CCAG et **dans le délai maximum de 8 jours.**

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations réalisées avec les spécifications du marché.

Si les fournitures ou les prestations ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées **immédiatement** par le titulaire sur demande verbale ou écrite.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG par le représentant de la personne publique.

### **ARTICLE 6 - GARANTIE**

Les fournitures seront garanties au minimum 12 mois à compter de la date de livraison contre les vices de fabrication.

Les prestations sont garanties en qualité et hygiène.

Tous les effets revenus du nettoyage doivent être propres, sans tâches indélébiles.

A chaque livraison, si un défaut est constaté, le fournisseur assure à ses frais la prestation demandée.

## **ARTICLE 7 - RETENUE DE GARANTIE**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

## **ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **8-1-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants éventuels.

### **8-2-Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le marché est traité à prix unitaire.

### **8-3-Prix de règlements**

Les prix seront fermes la première année et feront l'objet d'une révision annuelle, à la date anniversaire du contrat, par application de la formule suivante :

$$P = \frac{638511 (n)}{638511 (0)}$$

638511 (n) = Indice des prix à la consommation – IPC – ensemble des ménages – France métropolitaine – par fonction de consommation – Nettoyage, réparation et location de vêtements - dernier indice connu au moment de la révision

638511 (o) = Indice des prix à la consommation – IPC – ensemble des ménages – France métropolitaine – par fonction de consommation – Nettoyage, réparation et location de vêtements - valeur du mois de remise des offres.

- P(o) est le prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois "zéro" (Mo) correspondant au mois de remise des offres après négociation :
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant au mois zéro Mo;
- au numérateur, figure la valeur de l'indice correspondant au mois de révision.

## **ARTICLE 9 - AVANCE**

Sans objet

## **ARTICLE 10 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

Sans objet

## **ARTICLE 11 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au CCAG, sous réserve des dispositions du code des marchés publics.

## **ARTICLE 12 - PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **12-1-Mode de règlement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics.

### **12-2-Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la répartition par service
- les nom, n° Siret et adresse du créancier;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- la prestation réalisée ;

- la date de livraison;
- le montant hors T.V.A. de la fourniture exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des fournitures livrées.

Les factures seront adressées à l'adresse suivante :

*Syndicat Mixte du Haut Val de Sèvre et Sud-Gâtine*  
*BP 23*  
*79403 ST MAIXENT L'ECOLE*

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.  
 La facturation interviendra mensuellement, après service fait, sans faire l'objet d'acompte.

### 12-3-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret N° 2002-232 du 21 Février 2002, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

### **ARTICLE 13 - CLAUSES TECHNIQUES**

Les dispositions techniques figurent à l'article 4 du présent CCP.

### **ARTICLE 14 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### **ARTICLE 15 - PÉNALITÉS**

Lorsque la prestation n'est pas correctement effectuée (délai de livraison non respecté, rupture d'approvisionnement, réparation non effectuée, linge tâché etc.) le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées de la manière suivante, par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G -FCS. :

**Une pénalité de 50 € est appliquée tous les 20 manquements.**

### **ARTICLE 16 - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.

### **ARTICLE 17 - RÉSILIATION**

La personne publique peut résilier le marché selon l'article 47 du Code des marchés publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 44 et 46 du Code des Marchés Publics et selon les dispositions des articles 29 et suivants du CCAG-Fournitures courantes et Services.

### **ARTICLE 18 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 15 déroge à l'article 14-1 du CCAG FCS

Fait à Ste Eanne, le 28 mars 2014.